



Un été trop chaud, une rentrée brûlante

L'été 2025 a encore dépassé des seuils sur trop de fronts.

Les anomalies climatiques, avec ses nombreux records de chaleur, se sont multipliées. Malgré les alertes des scientifiques, appuyées par de nombreuses publications, les inactions systémiques nous mènent droit vers les pires scénarii.

Sur la scène géopolitique, la prime est au toujours plus : toujours plus guerrier, toujours plus outrancier. **La paix et le droit international doivent être respectés pour protéger les peuples.**

À Gaza et en Palestine occupée, la folie génocidaire du gouvernement israélien doit être stoppée et un cessez-le-feu immédiat imposé par la communauté internationale permettant l'acheminement de l'aide humanitaire, la fin de l'occupation militaire israélienne, la reconstruction de Gaza et le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien.

Situation en France

Le 8 juillet 2025, la commission d'enquête sénatoriale sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises rendait public son rapport : un coût annuel de 211 milliards d'euros couplé à un manque de transparence confondant.

Vous attendiez des annonces révolutionnaires sur ces aides ?

Une semaine après, le 15 juillet, F. Bayrou, premier ministre, annonçait vouloir réaliser des économies de plus de 40 milliards d'euros sur le budget 2026. Des annonces violentes et inacceptables : **vol de deux jours fériés, le gel des salaires des fonctionnaires** comme des contractuel·les, ainsi que des prestations sociales, la **suppression de 3000 postes de fonctionnaires** et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois, une énième **réforme de l'assurance chômage**, la **désindexation des pensions de retraites**, le **doublement des franchises médicales**, réduction de 1,5 milliards d'euros des aides aux personnes âgées ou en situation de handicap, la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés...

Face à ces annonces indécentes, l'intersyndicale a lancé une pétition "[Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit !](#)" qui a déjà récolté plus de 350 000 signatures.

Parallèlement, un appel à "Tout bloquer" le 10 Septembre est lancé.



En cette fin d'été, le "coup de théâtre" vient de Matignon et de l'annonce par F. Bayrou, de soumettre son gouvernement à un vote de confiance. **C'est une manœuvre de diversion.**

Le SNTRS-CGT n'entre pas dans une logique de "dégagisme" personnel. C'est plutôt une idéologie qui doit aujourd'hui être mise à bas. Cette idéologie a été portée par les gouvernements successifs de ces 30 dernières années et **soutenue par l'extrême-droite**.

Dans ce cadre, le SNTRS-CGT, comme l'ensemble de la CGT, souhaite que la journée du 10 septembre, première étape d'une mobilisation sociale, soit une réussite.

Situation dans la recherche publique

Le début 2025 avait été marqué par le projet Keylabs au CNRS.

Grâce à la mobilisation des syndicats, des élus et de tout le personnel, un moratoire avait été déclaré. En début d'été, les Keylabs ont finalement été enterrés.

Pour autant, si le projet n'existe plus, sa philosophie perdure et prend de l'ampleur: nous avons été alertés de **la situation de plusieurs laboratoires UMR qui se voient retirer leur tutelle CNRS**.

Si votre laboratoire est dans cette situation prenez contact avec le SNTRS-CGT.

À l'Inserm, si des "KeyLabs" n'ont pas été mis en lumière, les laboratoires ne sont pas à la fête. Les budgets récurrents sont réduits, les personnels statutaires sont en baisse, les contractuels sont en hausse (43% en 2024). Les chercheurs et chercheuses sont invités à trouver des financements ailleurs avec leur lots de précarité.

L'installation d'un nouveau logiciel de gestion mis en place de manière brutale en 2025, sans concertation, ni accompagnement a déstabilisé tout l'institut. Ce logiciel non abouti présentant de nombreuses imperfections, et totalement inadapté, en particulier au mode de financement de la recherche sur projet, dégrade fortement les conditions de travail et l'image de l'Inserm. Cela concerne aussi l'Inrae et plusieurs universités et touchera vraisemblablement, à terme, l'ensemble de nos établissements.

La pression des normes administratives de Bercy continue de peser sur le travail en laboratoire et dans les services administratifs. Des situations ubuesques fleurissent et tendent les relations entre personnel administratif et personnel des laboratoires.

Pour le SNTRS-CGT, le système de recherche par contractualisation, avec son cortège de paperasse, est à bout de souffle. C'est dans l'unité que le personnel trouvera des conditions de travail dignes.

Au coeur de l'été, nous avons été prévenus que la hausse des tarifications des restaurants sera appliquée au Cnrs dès le 1er septembre.

Le SNTRS-CGT, avec l'ensemble de l'intersyndicale, a dénoncé à plusieurs reprises, la mascarade de discussion sur ce sujet et refuse qu'une fois encore, ce soient les agents qui paient.

Puisque la restauration sociale qui passe par le privé coûte si cher, pourquoi ne pas mettre en place des restaurants d'entreprise CNRS gérés de A à Z par notre établissement?

Le SNTRS-CGT vous souhaite une rentrée combative et vous appelle à débattre en Assemblées Générales sur tous ces sujets, comme sur ceux des droits des femmes, de la lutte contre toute forme de discrimination, de notre pouvoir d'achat et du dégel du point d'indice, de la rémunération des contractuels, de nos emplois et du budget dévolu à la recherche

**Ensemble, construisons les mobilisations de la rentrée,
en commençant par la journée du 10 septembre.**

Car c'est ensemble que nous ferons aboutir nos revendications pour un mieux vivre.

Villejuif, le 4 septembre 2025